

## Burundi : le pouvoir tente de disqualifier l'opposition

RFI, 14-04-2017 Les pays de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est dont fait partie le Burundi et qui chapeaute le processus de négociation entre pouvoir et opposition, projettent un sommet des chefs d'Etat qui est annoncé comme décisif vers la fin avril. Des sources diplomatiques annoncent des décisions pour forcer la main au pouvoir et à l'opposition. Du coup, Bujumbura &ndash; qui ne veut toujours pas entendre parler du dialogue &ndash; a lancé depuis le début de cette semaine des grandes manoeuvres pour tenter de retourner la situation en sa faveur.

Après deux ans de crise au Burundi, le processus de dialogue en vue d'une sortie de crise est totalement en panne. Bujumbura refuse depuis le début de discuter avec l'opposition en exil regroupée au sein du Cnared, malgré les pressions et les sanctions de la communauté internationale. Cette fois, les choses pourraient donc changer. Tout a commencé par un tir de barrage lancé par un site d'information proche de la présidence. Ikiriho, qui semble avoir accès à des informations privilégiées, annonce que le facilitateur dans la crise burundaise Benjamin Mkapa a récemment écrit au président Pierre Nkurunziza pour lui demander d'accorder « l'immunité aux putschistes ». « Plus de crise au Burundi » De quoi remettre dans le jeu les leaders de l'opposition en exil regroupés au sein du Cnared, et que Bujumbura refuse jusqu'ici autour de la table des négociations. Impossible, assure le porte-parole présidentiel, à moins qu'il ne se rende « coupable de haute trahison ». Puis tout s'est accéléré il y a trois jours, ce même porte-parole et le patron de la communication présidentielle, Willy Nyamitwe organisent une conférence de presse pour dire au monde qu'« il n'y a plus de crise au Burundi ». Le site d'information Ikiriho entre de nouveau dans la danse, en annonçant cette fois la création sur les cendres de la coalition Cnared qu'il qualifie de moribonde, d'une organisation censée fédérer opposition politique et armée dans une nouvelle plateforme dédiée à la guerre. Le MSD suspendu Enfin, le gouvernement burundais a annoncé qu'il a décidé de suspendre pour six mois le parti d'opposition MSD, le fer-de-lance de la contestation contre le 3e mandat de Nkurunziza, au motif qu'il s'est engagé « à former un groupe armé ». Le porte-parole du ministère burundais de l'Intérieur l'assure, cette décision n'a rien à voir avec un quelconque agenda politique. Le gouvernement a décidé cette suspension parce qu'il a des preuves que le parti MSD a fait le choix de la lutte armée. « Le parti MSD a été suspendu pour près de six mois parce que ce parti a violé la Constitution et la loi régissant les partis politiques, en décidant de mettre en place un groupe armé », assure Thérance Ntahiraja. « Totalement ridicule », a réagi un cadre du MSD, qui explique que ce parti d'opposition est persécuté parce qu'il est depuis deux ans le fer de lance de la contestation contre le 3e mandat du président Pierre Nkurunziza. En réalité, le Mouvement pour la solidarité et le développement est interdit de fait au Burundi. Tous ses dirigeants ont fui en exil et des centaines de ses militants sont aujourd'hui en prison. Son secrétaire général a qualifié cette décision dans un communiqué jeudi soir de « pied de nez à la médiation et à la communauté internationale dans leurs efforts pour trouver une issue politique et pacifique à la crise burundaise ». François Nyamoya assure que les membres du MSD ne sont pas des va-t-en-guerre et met garde. L'intransigeance du président Nkurunziza et les « incessantes violations des droits de l'homme recensées au Burundi finiront par envoyer même les plus pacifistes des Burundais dans le camp de la résistance armée ».

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});